

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Vienne

L'INDUSTRIE DANS LE MONDE DEPUIS 1960 : PROGRES ET PERSPECTIVES

*Numéro spécial
de l'Etude du développement industriel,
destiné à la troisième Conférence générale de l'ONUDI*

New Delhi (Inde), 21 janvier-8 février 1980



NATIONS UNIES
New York, 1979



PREFACE

Volume spécial d'une série consacrée au développement industriel, la présente étude fait suite, d'une part, à la résolution 1030 (XXXVII) du Conseil économique et social priant le Secrétaire général de faire préparer des études périodiques du développement industriel et, d'autre part, à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale et à la résolution 1 (I) du Conseil du développement industriel.

L'*Etude du développement industriel* est publiée tous les deux ans en anglais, espagnol, français et russe et fait partie intégrante du programme de travail du Centre international d'études industrielles de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Le présent volume de l'*Etude* a été établi à l'intention de la troisième Conférence générale de l'ONUDI qui aura lieu à New Delhi, du 21 janvier au 8 février 1980. Comme l'a stipulé le Conseil du développement industriel à sa onzième session (ID/B/193, par. 142), ce volume constituera l'un des documents de base de la Conférence.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Introduction	1
<i>Chapitres</i>	
I. QUESTIONS ET TENDANCES INTERNATIONALES INTERESSANT L'INDUSTRIALISATION	17
A. La restructuration de l'industrie mondiale	17
B. Le rôle des consultations industrielles dans le processus de restructuration	19
C. L'industrialisation et le néo-protectionnisme	20
D. Le service de la dette et l'industrialisation	25
E. Les liens entre l'industrie et le secteur primaire	27
F. L'industrialisation et les besoins essentiels	30
G. Le secteur public dans les industries manufacturières	31
H. L'objectif de Lima : quelques incidences commerciales	33
II. EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUS- TRIELLE	37
A. Répartition mondiale de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier	37
B. Comparaison des sentiers de croissance industrielle de différents pays	48
C. L'objectif de Lima et les perspectives de la croissance industrielle .	56
<i>Appendice I.</i> Pays et territoires en développement pour lesquels des données de base étaient disponibles, par région géographique	68
<i>Appendice II.</i> Pays et territoires en développement classés suivant le PNB par habitant, 1975	69
III. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL AUX NIVEAUX DES BRANCHES D'ACTIVITE ET DES PRODUITS	71
A. Développement de l'industrie légère et de l'industrie lourde	71
B. Structure industrielle au niveau des branches, dans les pays développés et les pays en développement	76

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
C. Scénarios de croissance au niveau des branches d'industrie	85
D. Secteurs industriels prioritaires : expansion et problèmes	89
E. Modifications structurelles au niveau des branches dans certains pays en développement	95
F. Production et consommation de biens importants	115
IV. STRATEGIES ET POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION	141
A. Objectifs nationaux : croissance, objectifs sociaux et autosuffisance	141
B. Eléments d'une stratégie d'industrialisation	145
C. Politiques de développement industriel	152
V. ROLE DU COMMERCE DES PRODUITS MANUFACTURES DANS L'INDUSTRIALISATION	159
A. Evolution récente du commerce international	159
B. Pénétration des exportations : ampleur et orientations de l'évolution	174
C. Résultats obtenus par les pays en développement en matière d'exportation de produits manufacturés	180
D. Echanges et production par utilisation finale	185
<i>Appendice.</i> Corrélation entre la classification CIFI et la classification CICI des produits par utilisation finale	193
VI. LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE DES RESSOURCES NATURELLES	195
A. Tendances récentes dans la structure des activités de transformation industrielle	195
B. Comparaison des "chaînes" de transformation pour différentes matières premières	209
C. Transformation des minerais dans le pays	216
D. Affinage et transformation de certains minerais	227
<i>Appendice I.</i> Définition des catégories de transformation, selon la classification CICI	245
<i>Appendice II.</i> Ventilation, par degré de transformation, des produits du bois et du liège	247
<i>Appendice III.</i> Liste des pays compris dans l'échantillon	247
VII. INDUSTRIE MANUFACTURIERE : EMPLOI, OBJECTIFS SOCIAUX ET TECHNIQUES	249
A. Tendances récentes de l'emploi dans l'industrie manufacturière	249
B. Evolution de la répartition de la main-d'œuvre entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie	254

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
C. Evolution de l'emploi et de la productivité dans le secteur manufacturier	259
D. Objectifs dans les domaines du social et de l'emploi	275
E. Techniques industrielles : concepts, mesures et politiques	278
<i>Appendice.</i> Description, par poste de travail, de trois procédés pour une usine devant produire chaque année 300 000 paires de tiges de chaussures d'homme collées sur semelles synthétiques	295
VIII. INDUSTRIALISATION ET DEVELOPPEMENT RURAL	299
A. Rôle du sous-secteur traditionnel des industries manufacturières dans l'industrialisation	299
B. Industrialisation et développement rural intégré	309
C. Industrialisation rurale en Chine	316
IX. LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	319
A. Les pays en développement et les sources de financement	319
B. Les capitaux étrangers et les créations d'industries	326
C. L'épargne intérieure dans les pays en développement	333
D. La formation et l'utilisation de l'épargne publique	342
X. LE SECTEUR PUBLIC ET LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	351
A. L'Etat en tant qu'entrepreneur et catalyseur	351
B. Objectifs et justification du secteur industriel public	352
C. Facteurs influant sur le rôle du secteur public	356
D. Contribution du secteur industriel public	357
E. Organisation du secteur industriel public	364
F. Résultats du secteur industriel public	365
 <i>Annexes</i> 	
I. Schémas de croissance industrielle des pays	367
II. Balances de produits et consommation apparente	404
III. Procédés utilisés pour déterminer la part de marché constant	453

Liste des tableaux

	<i>Pages</i>
<i>Chapitre I</i>	
Part du commerce de produits manufacturés avec les pays en développement dans le PIB de certains pays développés pris individuellement ou en groupes	34
<i>Chapitre II</i>	
II.1 Part des pays en développement dans la VAM mondiale, 1960-1975	37
II.2 Part des régions développées dans la VAM mondiale, 1960-1975	41
II.3 Part des régions en développement dans la VAM mondiale et accroissement annuel de leur production manufacturière, 1960-1975	42
II.4 Taux constant de croissance annuelle de la VAM mondiale par groupement économique, 1960-1977	42
II.5 Taux de croissance de la VAM dans 85 pays en développement, par groupes de revenus, 1960-1975	44
II.6 Contribution de divers pays et zones en développement à l'augmentation de la VAM dans tous les pays en développement, 1966-1975	47
II.7 Taux de croissance de divers secteurs, par groupement économique, 1960-1975	47
II.8 Part du secteur manufacturier dans le PIB, par groupement économique, 1960-1975	49
II.9 Estimation de la part de la VAM dans le PIB (biens) à certains niveaux de revenus, par groupe de pays	54
II.10 Niveaux de revenus correspondant aux taux maximums de changements structurels du secteur industriel	55
II.11 Croissance du PIB et de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier : taux effectifs et taux découlant des trois scénarios	60
<i>Chapitre III</i>	
III.1 Parts de l'industrie légère et de l'industrie lourde dans la production manufacturière totale, par groupement économique et région en développement, pour certaines années	72
III.2 Taux de croissance de la production dans diverses branches de l'industrie manufacturière, par groupement économique, 1960-1974	74
III.3 Structure de la production manufacturière dans les pays développés à économie de marché et dans les pays en développement (déterminée selon la méthode "relative" et la méthode "homogène"), 1970	78
III.4 Pays en développement à importants et faibles coefficients de similarité avec les pays développés à économie de marché, 1970	80
III.5 Taux d'accroissement annuel de la production manufacturière et de ses principaux éléments entre l'année de base et la dernière année du plan, au milieu des années 1970	84
III.6 Elasticités-croissance et taille pour quatre groupes de pays, 1969-1973	86

III.7.	Répartition de la production manufacturière, par branche, dans certains pays d'Amérique latine en 1963 et en 1973	97
III.8.	Répartition de la production manufacturière, par branche, dans certains pays d'Asie occidentale et d'Asie du Sud et de l'Est	102
III.9.	Répartition de la production manufacturière, par branche, dans certains pays d'Afrique, 1963 et 1972	109
III.10.	Accroissement de la production de biens importants dans l'industrie légère des pays en développement, 1966-1974	117
III.11.	Accroissement de la production de biens importants dans l'industrie lourde des pays en développement, 1966-1974	122
III.12.	Balances de produits, moyennes pour la période 1971-1973	126
III.13.	Elasticités-revenu et estimations de la consommation apparente par habitant	133

Chapitre IV

	Principales politiques industrielles et commerciales d'après-guerre suivies par un échantillon de pays et de territoires en développement	138
--	---	-----

Chapitre V

V.1.	Part des articles manufacturés dans le total des exportations par groupe économique, 1960-1976	159
V.2.	Exportations de produits manufacturés des pays développés à économie de marché et des pays à économie planifiée vers les pays en développement, 1965-1976	165
V.3.	Taux de croissance et composition des échanges de certains pays développés à économie de marché et de certains pays en développement, 1968-1974	169
V.4.	Principaux exportateurs de produits manufacturés parmi les 73 pays en développement pris comme échantillon, 1972	169
V.5.	Rapport entre la valeur des exportations de produits manufacturés et la valeur de la production manufacturière brute, et entre la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier et le PIB, pour certains groupes de pays en développement, 1970	171
V.6.	Taux de croissance, part de chaque catégorie de produits et rapport des échanges dans les produits manufacturés, classés par caractéristiques de production dans un choix de pays développés à économie de marché et de pays en développement, 1968-1974	173
V.7.	Part des exportations mondiales de produits manufacturés, par groupe de pays, 1970-1971 et 1975-1976	180
V.8.	Indices des exportations mondiales par groupe de produits, 1975-1976	182
V.9.	Incidences estimatives de la composition des exportations, de la répartition entre les marchés et de la compétitivité sur les exportations de produits manufacturés des pays en développement, par groupe de pays, en 1970-1971 et 1975-1976	183
V.10.	Taux de croissance, part dans le volume total et rapport des échanges de certains pays par utilisation finale, 1968-1974	187
V.11.	Part des 5 et des 10 principaux exportateurs et indices de concentration, par utilisation finale, pour un échantillon de 73 pays en développement, 1972	188
V.12.	VAM, importations et exportations, par utilisation finale, dans certains pays en développement, en 1965 et 1975	190

Chapitre VI

VI.1.	Importance de la transformation industrielle dans les échanges des pays en développement et des pays développés à économie de marché, en 1968 et 1974	197
-------	---	-----

Liste des tableaux (suite)

	<i>Pages</i>
VI.2. Part approximative de la main-d'œuvre, du capital et des matières premières dans les coûts de production totaux des industries à base de ressources naturelles	201
VI.3. Répartition, par degré de transformation, des exportations totales réalisées par les pays développés à économie de marché et par les pays en développement, 1974	210
VI.4. Répartition des exportations des pays développés à économie de marché et des pays en développement, par groupe de produits et par degré de transformation, 1974	211
VI.5. Les deux principaux groupes de produits de chaque degré de transformation et leur part dans les exportations correspondantes des pays développés à économie de marché et de certains pays en développement, 1968 et 1974	213
VI.6. Répartition, par degré de transformation, des exportations des pays développés à économie de marché et de certains pays en développement, 1968 et 1974	214
VI.7. Part relative des premier et dernier degrés de transformation dans les exportations de certains pays en développement, par groupe de produits, 1968 et 1974	215
VI.8. Part des pays développés et des pays en développement dans la production mondiale de certains minerais et produits connexes, à divers degrés de transformation, en 1967 et 1976	217
VI.9. Production et transformation des minerais dans les pays en développement, 1973	221
VI.10. Coût des matières premières et valeur ajoutée à l'extraction, à l'affinage et à la transformation du métal	224
VI.11. Répartition de la rente économique entre les producteurs et les consommateurs, 1972-1976	225

Chapitre VII

VII.1. Taux annuels constants de croissance de l'emploi, de la valeur ajoutée et de la productivité dans l'industrie manufacturière, 1960-1976	249
VII.2. Taux d'accroissement annuel de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les secteurs non agricoles et dans l'industrie manufacturière pour certains pays et territoires en développement, par groupe de revenu, 1970-1976	253
VII.3. Part de l'industrie et du secteur manufacturier dans la population active des pays en développement, par groupe de revenu, recensements récents	255
VII.4. Taux de croissance annuelle de la production, de l'emploi et de la productivité du travail dans diverses branches du secteur manufacturier, pour 14 pays en développement, 1968-1974	262
VII.5. Taux de croissance annuels constants de l'emploi, par branches d'industrie, pour les divers groupements économiques, 1968-1975	265
VII.6. Contribution des diverses branches de l'industrie à la croissance globale de l'emploi dans le secteur industriel dans les pays en développement, 1968-1975	267
VII.7. Classement des industries pour le traitement des ressources naturelles, par intensité de facteurs, à divers niveaux de PNB par habitant	269
VII.8. Taux de croissance annuels de la production, de l'emploi et de la productivité dans certains pays en développement, par type d'utilisation finale, 1968-1974	271
VII.9. Main-d'œuvre employée dans les zones franches d'exportation et le secteur manufacturier des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, 1974	274
VII.10. Taux moyens prévus d'augmentation annuelle de la population active et de l'emploi (entre l'année de référence et la dernière année du plan) pour certains pays en développement	277

<i>Chapitre VIII</i>	<i>Pages</i>
VIII.1. Part du sous-secteur traditionnel dans la valeur ajoutée par le secteur manufacturier de certains pays en développement et pour diverses années	302
VIII.2. Composition des industries et part moyenne pondérée des petites unités de production dans la valeur ajoutée et l'emploi, par groupe de revenus et d'industries	305
VIII.3. Branches industrielles classées d'après leur niveau de productivité du travail	307
VIII.4. Taux annuel constant de croissance de l'industrie de la construction mécanique dans les pays développés à économie de marché et les pays en développement, 1960-1974	308
VIII.5. L'élément rural du secteur manufacturier dans certains pays en développement, pour différentes années	310
VIII.6. Taux annuel moyen d'accroissement de la population active rurale agricole, 1960-1970	311
VIII.7. Emploi dans le secteur manufacturier, en pourcentage de l'emploi total, par localité, au Mexique	314
VIII.8. Estimations de la proportion de la population active dans les sous-secteurs ruraux non agricoles, en pourcentage du total de la population active rurale	314

Chapitre IX

IX.1. Part de la formation brute de capital fixe dans le PIB des pays en développement, par groupe de revenus, 1960-1962, 1967-1969 et 1973-1975	319
IX.2. Contribution moyenne de l'épargne nationale brute et des capitaux étrangers à l'investissement intérieur brut des pays en développement, par groupe de revenus, 1960-1973	321
IX.3. Principaux éléments des apports en provenance des pays du CAD aux pays en développement (moyenne pour 1964-1966, 1976 et 1977)	324
IX.4. Montant total net des apports du secteur privé aux pays en développement, 1970 et 1973-1977	325
IX.5. Montant total des apports publics (versements nets) en provenance des pays membres de l'OPEP, 1970 et 1973-1977	327
IX.6. Emprunts sur les marchés internationaux de capitaux, 1974-1977	331
IX.7. Dette non amortie et service de la dette dans les pays en développement, 1972-1977	332
IX.8. Service de la dette et transferts de bénéfices, 1977	334
IX.9. Croissance de l'épargne intérieure moyenne par an et du PNB, 1970-1975	336
IX.10. Pourcentage de l'actif total des institutions financières détenu par les banques centrales et les banques commerciales dans certains pays parvenus à des stades différents de développement financier	339
IX.11. Rapport de la masse passive (fonds M ₁) au PNB dans quelques pays, à des périodes différentes	345

Chapitre X

X.1. Répartition des industries manufacturières prioritaires dans le secteur public, pour divers pays en développement	358
X.2. Production du secteur manufacturier, public et privé, dans certains pays en développement	361
X.3. Investissements publics et privés dans l'industrie manufacturière	362
X.4. Emploi dans le secteur manufacturier, public et privé, dans certains pays en développement	363

Liste des tableaux (suite)

<i>Annexe I</i>	<i>Pages</i>
A.I.1. Orientation de la production des petits pays dotés de ressources abondantes	375
A.I.2. Estimation des coefficients de l'équation quadratique 5 applicable aux échantillons de quatre différents groupes de pays	378
A.I.3. Eventail des revenus dans les échantillons des quatre groupes de pays, 1969-1973	380
A.I.4. Estimations des paramètres de l'équation logistique 6 pour les échantillons de quatre différents groupes de pays	382
A.I.5. Erreur quadratique moyenne dans l'ajustement par régression des moindres carrés des quatre fonctions non linéaires aux données relatives aux changements structurels	384
A.I.6. Estimation des coefficients de l'équation 16 pour les échantillons de six différents groupes de pays	391
A.I.7. Estimation par dérivation des élasticités "revenu" ϵ_Y de la VAM par habitant pour six groupes de pays	391
A.I.8. Hypothèses relatives à la croissance de la VAM par habitant (en dollars de 1970) et parts en pourcentage de la VAM dans le total mondial, sur la base des trois différents scénarios du développement industriel	394
A.I.9. Échantillons de pays utilisés pour déterminer les types de changements structurels	396
A.I.10. Échantillons de pays utilisés pour évaluer les paramètres des équations de projection et taux de croissance annuels moyens du PIB de ces pays durant la période 1960-1975	397
A.I.11. Représentation matricielle de l'ensemble des équations de projections	399
<i>Annexe II</i>	
A.II.1. Principaux produits de l'industrie légère - production par groupement économique	404
A.II.2. Principaux produits de l'industrie lourde - production par groupement économique	407
A.II.3. Éléments de l'équation de la balance des produits pour 34 produits de certains pays en développement et pays développés à économie de marché	412
A.II.4. Consommation apparente annuelle moyenne, par habitant, pour la période 1971-1973, de 34 produits dans certains pays en développement et pays développés à économie de marché	449
<i>Annexe III</i>	
A.III.1. Valeur des exportations sur les marchés mondiaux, par groupe de produits, 1970-1971 et 1975-1976	454
A.III.2. Indices de variation de la demande de produits importés dans les différentes zones, par groupe de produits, 1975-1976	457
A.III.3. Part de marché constant, par groupe de produits exportés	458
A. Afrique	458
B. Moyen-Orient	458
C. Autres pays d'Asie	458
D. Amérique latine	459
1. Pays d'Asie à économie planifiée	459
1. Pays de l'OIPEP	459

Liste des figures

	<i>Pages</i>
<i>Chapitre II</i>	
I. Part des groupements économiques dans la VAM mondiale, 1960-1975	38
II. Accroissement annuel de la VAM, par groupement économique, 1960-1975	39
III. Répartition de la VAM des pays en développement selon leur revenu par habitant, en dollars de 1970	45
IV. Nombre de pays en développement appartenant à chacun des groupes de revenus du tableau II.5 ayant enregistré des taux de croissance de la VAM inférieurs ou supérieurs à la moyenne mondiale pour 1960-1975 et 1966-1975	46
V. Sentier de croissance du secteur manufacturier	50
VI. Estimation des sentiers de croissance du secteur manufacturier pour quatre groupes de pays	52
VII. Part (en pourcentage) des groupements économiques de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier pour l'ensemble du monde en 1975 et part qui leur reviendrait d'après les trois scénarios pour l'an 2000	62
<i>Chapitre V</i>	
I. Taux annuels d'augmentation des exportations de produits manufacturés des pays en développement, 1965-1976	162
II. Composition des exportations de produits manufacturés (CTCI 5 à 8) des pays développés à économie de marché et des pays en développement entre 1960-1978	164
III. Valeur nette des échanges de produits manufacturés de certains pays en développement avec les pays développés à économie de marché en 1964 et en 1975	166
IV. Part de quelques groupements économiques, régions et pays dans les importations d'articles manufacturés en provenance des pays développés. Moyennes pour 1970-1971 et 1975-1976	176
<i>Chapitre VI</i>	
I. Exportations des pays en développement, selon leur degré de transformation, 1972	198
II. Consommation des neuf principaux minerais	219
<i>Chapitre VII</i>	
Accroissement annuel de l'emploi dans l'industrie manufacturière, par groupement économique, 1960-1976	250
<i>Chapitre IX</i>	
Montant total net des ressources de toute origine reçues par les pays en développement, 1970 et 1973 à 1977	323

Liste des figures (suite)

<i>Annexe I</i>	<i>Pages</i>
I. Echantillonnage des pays selon le chiffre de leur population N en 1970	370
II. Echantillonnage par étapes des pays d'après leur production primaire par habitant Y_p/N	372
III. Groupes de pays	374
IV. Schémas moyens de changement structurel estimés à l'aide de la fonction quadratique 5	379
V. Comparaison des courbes quadratique et logistique des équations 5 et 6	383
VI. Graphique de la fonction logistique de l'équation 7	385
VII. Elasticité "revenu" ϵ_y de la part du secteur manufacturier S_{MT} en fonction du niveau de revenu y (pour une population fixe N_0)	387
VIII. Elasticités "revenu" de la croissance manufacturière	392

NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, les tableaux statistiques du présent volume reprennent les classifications régionales, industrielles et commerciales ainsi que les symboles figurant dans l'*Annuaire statistique* des Nations Unies.

La définition des groupements économiques utilisée dans le texte et dans la plupart des tableaux est celle qui a été adoptée par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies. "Pays en développement" : Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), Amérique centrale, Amérique du Sud, Antilles, Asie de l'Est et du Sud-Est (à l'exclusion du Japon) et Moyen-Orient (à l'exclusion d'Israël). "Pays développés à économie de marché" : Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis), Europe (à l'exclusion de l'Europe de l'Est), Afrique du Sud, Australie, Israël, Japon et Nouvelle-Zélande. "Pays à économie planifiée" : Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques. Sauf indication contraire, le "monde" ne comprend pas les pays suivants : Albanie, Chine, Mongolie, République populaire démocratique de Corée et Viet Nam. Néanmoins, dans certains tableaux, la source utilisée a parfois conduit à adopter une classification qui diffère légèrement de la classification ci-dessus.

Les pays sont généralement classés dans l'ordre adopté pour l'*Annuaire statistique*. L'inclusion d'un pays ou d'une région dans un groupement économique ou géographique quelconque (ou son exclusion) est fondée sur l'existence de données comparables dans les statistiques des Nations Unies et d'autres institutions internationales.

Sauf indication contraire, l'expression "industries manufacturières" utilisée dans le présent volume recouvre les groupes d'industries figurant sous la rubrique "Branche 3" de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) (publication des Nations Unies, numéro de vente : 71.XVII.8).

Le renvoi dans les tableaux aux catégories de la CITI s'accompagne d'un titre descriptif (par exemple, CITI 323 "Industrie du cuir, des articles en cuir et en succédanés du cuir et de la fourrure, à l'exclusion des chaussures et des articles d'habillement"). Cependant, le manque de place conduit parfois à abrégé le texte (ainsi, la rubrique 323 de la CITI peut s'intituler simplement "Industrie du cuir et des articles en cuir").

Les dates séparées par une barre transversale (par exemple 1960/61) désignent une campagne agricole ou un exercice financier.

Les dates jointes par un trait d'union (par exemple 1960-1965) délimitent une période donnée, y compris la première et la dernière année.

Sauf indication contraire, le terme "dollar" s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Sauf indication contraire, le terme "livre" s'entend de la livre sterling.

Sauf indication contraire, le terme "tonne" s'entend de la tonne métrique.

Sauf indication contraire, les taux annuels de croissance ou de changement correspondent à des pourcentages calculés sur une base composée.

Dans les tableaux :

Tout écart apparent dans les chiffres (par exemple un total qui ne correspond pas exactement à la somme des chiffres ou des pourcentages) est attribuable au fait soit que l'on a arrondi les données de base, soit que des données dont le degré de précision variait ont été arrondies à un nombre de décimales ou d'unités différent.

Trois points (...) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas fournies séparément.

Le tiret (-) indique que le montant est nul ou négligeable;

Un blanc dans un tableau indique que la rubrique est sans objet;

Sauf indication contraire, le signe moins devant un chiffre (-2) indique qu'il s'agit d'une diminution ou d'un déficit;

Les pays sont désignés par leur appellation officielle courante.

Le présent volume comporte les abréviations suivantes :

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

CEE	Commission économique pour l'Europe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
ONU/DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Institutions spécialisées des Nations Unies

BRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
OIT	Organisation internationale du Travail
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Autres organisations

AELE	Association européenne de libre-échange
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole

Abréviations de caractère économique

CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CITCI	Classification type pour le commerce international révisée

Introduction

Le présent volume de l'*Etude du développement industriel* a deux objets : présenter et analyser les grandes tendances des principales branches d'activité – production, commerce, emploi, techniques et finances – et évaluer les progrès réalisés par les pays en développement sur la voie des objectifs fixés dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (ID/CONF.3/31, chap. IV)¹. Parce qu'il est particulièrement important de déterminer les nouvelles forces économiques qui se font jour et qui pourraient influencer sur la structure du développement industriel durant la prochaine décennie, on s'est efforcé, dans les chapitres sur la production et le commerce dans le secteur manufacturier, d'évaluer les effets et les tendances de ces forces. Certains chapitres sont consacrés aux questions de la formulation de politiques nationales et internationales et au rôle de plus en plus important que joue le secteur public dans les efforts des pays en développement en vue d'accélérer leur industrialisation. D'autres questions essentielles à la réalisation des objectifs de Lima sont traitées dans les chapitres sur le financement du développement industriel, le traitement sur place des ressources naturelles et le développement rural. Enfin, on a évalué les incidences de l'évolution des relations entre les pays en développement et les pays développés.

La tendance à l'interdépendance à l'échelon mondial qui se fait jour, fondée sur l'intérêt économique de toutes les parties, est un phénomène positif, lié à la plupart des questions traitées dans l'*Etude*. Cependant, les conflits d'intérêts et antagonismes à court terme assombrissent souvent les perspectives de la coopération internationale. Certains dangers de ce type sont mis en relief dans l'*Etude* et leurs effets sur les possibilités qui s'offrent pour atteindre à long terme ces objectifs mondiaux y sont évalués.

Les problèmes et les forces que rencontrent les divers pays et la communauté internationale dans le domaine de l'industrie sont souvent complexes; il est essentiel de bien les cerner pour pouvoir coopérer. C'est pourquoi l'optique retenue pour chacun des chapitres est davantage celle de l'économie positive, qui décrit des conditions telles qu'elles se présentent, que celle de l'économie normative – qui est un exposé des conditions telles qu'elles devraient être. Etant donné l'éventail des questions traitées et l'objet de l'analyse, l'examen ci-après revêt nécessairement, dans une certaine mesure, un caractère empirique.

L'interdépendance mondiale est le principal thème de la présente *Etude*. Le terme "interdépendance" n'est pas employé ici par euphémisme pour "maintien du *statu quo*". L'importance actuelle (ou potentielle) des pays en développement en tant que consommateurs et producteurs de biens industriels ressort clairement des données recueillies et de l'analyse effectuée. S'il est possible d'observer et de prévoir une situation économique, la plupart des pays, lorsqu'ils définissent leurs objectifs et politiques nationaux, tiennent rarement compte des tendances dynamiques à long

¹ Document transmis à l'Assemblée générale sous couvert d'une note du Secrétaire général (A/10112), également publié en tant que brochure d'information de l'ONUDI, sous la cote PI/38.

terme et se fondent souvent sur une notion dépassée des relations économiques internationales. L'interdépendance à l'échelon mondial suppose que l'on accepte une restructuration de l'économie mondiale et que l'on reconnaisse la nécessité d'apporter aux problèmes mondiaux des solutions internationales, compte tenu du potentiel économique des pays en développement et des pays développés.

La communauté internationale doit en fait choisir entre une évolution non contrôlée, souvent aléatoire, de l'ordre mondial actuel ou une évolution canalisée dans un but constructif. Les phénomènes économiques, notamment l'industrialisation, ont une dynamique vigoureuse qui leur est propre. Il se produit des changements à un rythme sans précédent, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, la recherche-développement a permis des innovations techniques qui ont profondément modifié la nature de la concurrence entre l'agriculture et l'industrie et entre branches de l'industrie et groupements économiques. Le redéploiement mondial de l'industrie en est la conséquence évidente. Deuxièmement, l'approvisionnement en ressources naturelles est modifié par les nouvelles découvertes, les nouvelles techniques et l'accélération du rythme de la consommation. L'utilisation de ces ressources et le remplacement de telle ressource par telle autre se font également à un rythme inconnu jusqu'ici. Troisièmement, on enregistre une évolution structurelle, qui a des incidences d'une grande portée sur la population mondiale. Il ne s'agit donc pas de savoir s'il faut s'adapter aux changements en cours, mais plutôt de se demander si une évolution non contrôlée n'aura pas des conséquences politiquement et économiquement intolérables. Les pays en développement et les pays développés admettent que certains changements apportés à l'ordre international actuel permettraient d'améliorer le bien-être et les conditions de vie, de modérer l'inflation et d'accroître l'emploi et la productivité. Dans un système rationnel d'interdépendance mondiale, aux aspects aussi bien économiques que non économiques, l'existence d'un mécanisme international, régional, sous-régional et national contribuerait à orienter les forces du changement en fonction des objectifs mondiaux, plutôt que de laisser les événements dicter l'avenir.

Pour l'industrie, c'est en considérant la répartition mondiale de la population et de la production industrielle que l'on peut le mieux cerner le problème. En 1977, les pays en développement assuraient 9 % de la production manufacturière mondiale et représentaient 62 % de la population mondiale. Si les tendances de la croissance enregistrées depuis 1960 se poursuivent, on peut supposer que, d'ici à l'an 2000, leur part sera de 13,5 % seulement pour la production, contre 71 % pour la population². La croissance démographique, les pressions physiques sur l'environnement, les pressions économiques en vue d'assurer une répartition plus équitable, ainsi que les pressions politiques constituent un sérieux défi lancé à la communauté internationale : peut-elle lier son développement technique à une répartition plus équitable des avantages tirés de l'interdépendance économique ?

²Ces chiffres sont fondés sur des estimations démographiques (variante de la croissance moyenne) de l'Organisation des Nations Unies et sur des calculs effectués par le Secrétariat de l'ONUDI. On notera que le scénario présenté ici n'est pas une simple extrapolation des taux de croissance manufacturière enregistrés dans les pays développés, associée à une accélération de ce taux dans les pays en développement. On a supposé un léger ralentissement du taux de croissance manufacturière dans les pays développés et une accélération dans les pays en développement. Ces deux hypothèses conduisent à accorder aux pays en développement une part plus importante que si l'on procédait par extrapolation. Malgré l'adoption d'hypothèses favorables, la part prévue des pays en développement dans la production mondiale reste faible. Pour plus de détail, voir le chapitre II.

On trouvera dans les sections ci-après un résumé des principales questions soulevées et des conclusions formulées dans les chapitres traitant des divers aspects de l'industrialisation.

Tendances et facteurs internationaux actuels influant sur l'industrialisation

Le trait dominant de la croissance mondiale au cours des vingt dernières années a été le processus naturel de restructuration industrielle, dont l'importance n'a pourtant été pleinement reconnue sur le plan international que récemment. Les changements continus des structures fondamentales font que la communauté internationale est confrontée à de nouveaux problèmes et déséquilibres économiques, qui exigent des solutions internationales.

Dans les pays développés, les principaux ressorts de la croissance sont les industries à forte composante scientifique, comme l'électronique, l'énergie nucléaire, l'aéronautique, la chimie et la pétrochimie. L'aide que les pouvoirs publics apportent à ces activités va bien au-delà de l'assistance financière et met en jeu des moyens techniques, scientifiques et matériels. Par contre, les gains de productivité et l'expansion ont été nettement moins sensibles dans d'autres branches (par exemple, les textiles, l'habillement, le cuir, les pâtes et papiers), où il n'est donc pas surprenant que les pays en développement aient amélioré leur position du moins en valeur relative.

Essentielle pour le processus de croissance, la restructuration industrielle dépend toujours plus de décisions politiques générales d'ordre national. Les gouvernements de nombreux pays en développement doutent qu'on puisse compter sur le jeu des forces du marché pour promouvoir l'industrialisation³, et de nombreux pays à économie de marché préfèrent prendre des mesures énergiques en faveur des industries à forte composante scientifique. A l'échelle internationale, le changement est en grande partie spontané ou improvisé et découle de diverses considérations nationales. Des réunions internationales comme les consultations sectorielles de l'ONUDI peuvent aider à mesurer les conséquences mondiales des décisions politiques nationales et à coordonner le développement.

Un phénomène important, intéressant directement le processus de restructuration, est la montée d'un nouveau protectionnisme dans les pays développés. On peut classer dans cette rubrique les arrangements commerciaux, les restrictions volontaires des exportations et l'aide publique aux industries en difficulté. Or, les craintes qui ont déclenché cette tendance dans les pays développés ("destruction" de moyens industriels viables, pertes d'emploi, effet négatif supposé des importations de produits manufacturés en provenance des pays en développement, etc.) sont souvent injustifiées. Le conflit entre les pressions politiques intérieures tendant à sauvegarder des industries sur le déclin et la nécessité de tenir compte des forces externes dans le processus de restructuration mettent les responsables devant un dilemme vraiment international, qui doit être résolu dans un cadre international. Un pas très important dans cette direction consisterait à définir des objectifs commerciaux à long terme, qui seraient en harmonie avec les ambitions industrielles des pays en développement.

La poussée mondiale de l'industrie, non accompagnée de changements des aménagements institutionnels et des mécanismes internationaux, a créé certains déséquilibres. La question du service de la dette en est un exemple : les pays en

³ Voir, par exemple, Déclaration de Lima . . . , *op. cit.*, par. 42.

développement ont prouvé qu'ils étaient de plus en plus capables d'assurer le service de la dette, mais il n'est nullement certain que la capacité du crédit (particulièrement à moyen et à long terme) croîtra au même rythme que leurs besoins.

L'industrialisation des pays en développement a fait surgir d'autres problèmes, principalement d'ordre intérieur. Les besoins fondamentaux auxquels il faut répondre, la question connexe de la distribution et la nécessité de resserrer les liens entre l'industrie et le secteur primaire en sont autant d'exemples. Ces questions relèvent en grande partie des politiques et des priorités nationales, mais leur solution revêt un intérêt international. Les efforts faits pour encourager l'industrialisation rurale et la croissance du secteur manufacturier public sont les principales manifestations de la tendance à rattacher les activités agricoles et minières au secteur industriel.

L'évolution de la production industrielle

Le déséquilibre actuel de la répartition des capacités et de la production industrielle entre pays en développement et pays développés est une des causes profondes de maintes difficultés économiques et politiques auxquelles se heurtent ces deux groupes économiques. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont reconnu l'importance du problème, puisque l'un des principaux objectifs énoncés dans la Déclaration de Lima a trait à la répartition plus équitable de la production mondiale, dont les pays en développement devraient assurer au moins 25 % d'ici à l'an 2000⁴.

De 1950 à 1970, le développement industriel mondial a été marqué par un taux jamais connu d'expansion continue. Une conséquence importante en a été la modification radicale des fondements de l'industrie internationale, influant sur l'implantation des industries, la structure et l'orientation du commerce des produits manufacturés, les techniques de production et les flux de capitaux.

Les flux internationaux de produits finis, de biens semi-manufacturés, de capitaux, de techniques et de main-d'œuvre ont pris de l'ampleur. Une décision de politique nationale qui modifie le volume ou la composition de ces flux a, par ricochet, des effets sur d'autres économies liées au pays en question. Les décisions politiques de cet ordre gagnent en importance pendant les périodes de ralentissement de la croissance ou de récession — les mesures de redressement prises par un pays donné pouvant aller à l'encontre des objectifs des pays qui en dépendent.

D'une manière générale, la tendance à une plus grande interdépendance a stimulé la volonté d'accroître la coordination politique entre pays développés et pays en développement et entre les divers pays des trois principaux groupes économiques. Pour les pays développés, on peut citer comme exemple à cet égard l'intensification des efforts déployés par la Communauté économique européenne (CEE), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) en vue de réaliser cette coordination, ainsi que la tenue de plus en plus fréquente de conférences au sommet, consacrées à des problèmes internationaux spécifiques dus à l'inflation mondiale ou à la croissance inégale des divers pays. Cependant, comme les pays en développement

⁴ Déclaration de Lima... *op. cit.*, par. 28

ne sont qu'exceptionnellement conviés à ces délibérations, la croissance décrite au chapitre II s'est déroulée principalement dans le cadre politique international conçu par les pays développés. Une participation plus large et plus représentative des pays en développement à l'élaboration des politiques internationales contribuerait à rendre plus équitable la croissance industrielle mondiale.

L'examen de la répartition mondiale de la valeur ajoutée manufacturière depuis 1960 montre que la part des pays en développement dans la production n'a que peu changé pendant la période 1960-1968. Ensuite, cette part a progressé régulièrement pour atteindre le chiffre, encore modeste, d'environ 9 % en 1977⁵. La récession récente a plus gravement compromis l'expansion des industries manufacturières dans les pays développés à économie de marché que dans les pays en développement. Quant aux pays à économie planifiée, les taux de croissance y sont restés relativement stables. L'augmentation de la part des pays en développement dans la production manufacturière mondiale peut être attribuée au fait que le taux de croissance a été assez élevé dans certains de ces pays, tandis qu'il avait baissé en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

La croissance a été rapide dans les pays en développement à niveau moyen de revenu par habitant (521 à 1 075 dollars). Les taux de croissance ont été les moindres dans les pays pauvres, où vit plus de la moitié de la population de l'ensemble des pays en développement. En fait, 10 pays à peine ont réalisé plus de 70 % de la croissance de la production manufacturière depuis 1966. Dans la plupart des autres pays en développement, la croissance industrielle au cours des dernières années a été minimale ou nulle.

L'analyse de la croissance et des changements structurels constatés jusqu'ici dans le secteur manufacturier montre que la taille du marché intérieur, la dotation en ressources naturelles et l'orientation politique d'un pays donné influent sur son mode de croissance et conditionnent notablement la forme des changements structurels dans ce secteur. En général, la part de l'industrie manufacturière dans le revenu total marque une croissance accélérée jusqu'à ce que soit atteint un niveau intermédiaire de développement, après quoi elle continue d'augmenter, mais de moins en moins vite. Dans les pays développés, la production manufacturière représente normalement la même proportion du revenu total, qui peut cependant être atteinte par différentes voies de développement.

Le chapitre II se termine par une analyse de diverses hypothèses – ou scénarios – de croissance jusqu'à l'an 2000. Les résultats montrent la nécessité de changements structurels de types tout à fait nouveaux.

Le premier de ces scénarios, ou scénario "historique", part de l'hypothèse que les changements structurels resteront du même type que pendant la période 1960-1975; dans ce cas, la part des pays en développement dans la production manufacturière mondiale ne serait probablement que de 13,5 % à la fin du siècle. Le deuxième scénario repose sur des hypothèses, il est vrai, optimistes mais qui pourraient se vérifier compte tenu des données disponibles; la part des pays en développement atteindrait alors 23,5 % d'ici à l'an 2000. Le troisième scénario, très optimiste, suppose une forte accélération de la croissance du revenu des pays en développement, jointe à un fléchissement correspondant dans les pays développés; la part des pays en développement serait dans ce cas de 25 % en l'an 2000.

⁵ Voir le tableau II.1, chapitre II.

Développement industriel aux niveaux des branches et des produits

La nature de l'interdépendance entre les pays développés et les pays en développement varie fortement selon les diverses branches d'industrie. Dans certaines branches, les liens sont principalement dus aux transferts de techniques, qui pourront déterminer les caractéristiques du développement de ces branches et les problèmes qui leur seront spécifiques. Pour d'autres branches, c'est le commerce international qui est le lien principal. Quoique la notion de croissance exportée soit le plus souvent associée aux industries des pays en développement, il est probable que l'avenir de nombreux producteurs des pays développés sera toujours plus lié à l'expansion des marchés des pays en développement. L'avenir des producteurs dans l'un et l'autre des groupes économiques pourrait bien dépendre de l'évolution de la consommation et de l'investissement et des nouvelles tendances politiques.

L'analyse que présente le chapitre III montre la direction du changement dans le réseau mouvant d'interdépendances entre les branches manufacturières. Depuis 1955, la tendance générale de la production dans tous les groupes économiques a été à l'accroissement de la part de l'industrie lourde, le plus marqué dans les pays en développement. En 1976, la répartition de la production entre l'industrie légère et l'industrie lourde dans les pays en développement était semblable à celle que l'on observait dans les pays à économie planifiée en 1955. Si cette tendance devait se maintenir sur une longue période, on verrait les actuelles formes générales de rapports en matière de production, de commerce et d'investissements entre pays développés et pays en développement céder la place à des réactions plus variées et plus complexes, touchant une gamme beaucoup plus étendue d'activités industrielles.

La comparaison des structures industrielles montre qu'elles sont fort semblables dans les pays développés à économie de marché, alors qu'elles diffèrent grandement dans les pays en développement. Sous l'angle de la spécialisation relative, les raffineries de pétrole et les branches de production apparentées à l'agriculture sont très importantes dans les pays en développement, comparées aux structures des pays développés à économie de marché; la sous-représentation de certaines branches tient principalement à des facteurs qui entravent des productions de longue haleine et à la lenteur de diffusion des techniques.

Un progrès industriel continu devrait entraîner le changement des formes présentes de spécialisation. Dans les pays développés, la tendance semble être à la spécialisation dans les produits ressortissant à une branche industrielle donnée (produits chimiques ou matériel agricole, par exemple). Une conséquence naturelle en a été le resserrement de la coordination entre producteurs de flux d'informations, l'expansion planifiée de la capacité de production et du commerce à l'intérieur des branches et la diversification des produits au sein d'une branche donnée. Même si le phénomène échappe à l'étude empirique, l'impression générale est que les producteurs ont profité de ce type d'interdépendance. Rien n'indique l'existence de corrélations semblables entre les branches industrielles des pays en développement, encore que la tendance observée dans les pays développés peut bien montrer la possibilité d'interventions internationales constructives, par exemple par le renforcement du système de consultations sectorielles patronnées par l'ONUDI.

L'examen du mode de croissance de chaque branche industrielle, en fonction du temps, donne un indice approximatif pour déterminer quelles sont les branches qui exercent le plus d'influence à un stade donné du développement. Taille des marchés, ressources naturelles, orientations politiques et revenu par habitant, autant

d'éléments qui peuvent influencer sur la croissance, selon la branche industrielle considérée. Dans l'ensemble, les branches industrielles dans lesquelles se spécialisent les pays en développement ne sont pas prometteuses d'un dynamisme futur. C'est pour les biens industriels intermédiaires, les produits des industries mécaniques et les biens d'équipements que les perspectives de croissance à court terme sont les plus intéressantes.

L'analyse des activités de l'ONUDI dans plusieurs des secteurs prioritaires énumérés dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima – cuir et articles en cuir, matériel et outils agricoles et huiles et graisses végétales montre comment s'entrecroisent les perspectives de croissance des producteurs dans les divers pays en développement ou développés. Par exemple, dans certains secteurs prioritaires les pays en développement, jadis fournisseurs de matières premières, sont devenus producteurs de produits semi-manufacturés et manufacturés. Cette évolution a déclenché des changements dans la structure et les gammes de produits des industries des pays développés qui jusque-là puisaient largement dans les réserves de matières premières des pays en développement. L'inégalité des taux de croissance de la demande finale dans les deux groupes économiques a poussé les producteurs, dans certains secteurs prioritaires, à revoir leur gamme de produits et leurs plans d'expansion. De même, la tendance au remplacement des importations de divers produits a réduit le volume du commerce international et amené des changements des techniques de production dans d'autres secteurs prioritaires.

L'examen, par pays, des structures industrielles et des politiques connexes en ce qui concerne les branches de production confirme l'impression que l'industrie lourde est en croissance et montre à nouveau l'importance de contraintes telles que la taille des marchés. Il est manifeste que de nombreux pays entendent donner à long terme d'autres orientations à leur spécialisation industrielle. Toutefois, la possibilité d'atteindre un tel objectif dépend souvent autant des politiques élaborées dans les pays développés que des décisions prises dans tel ou tel pays en développement.

L'examen des variations des parts dans la production mondiale fait apparaître diverses tendances dont les unes sont favorables aux pays développés et d'autres aux pays en développement. Ce que l'on sait des balances des produits fait ressortir trois caractéristiques : a) dans le cas des produits fondés sur les ressources, les pays se partagent nettement en exportateurs et importateurs; b) les biens dont la production exige des techniques relativement spécialisées sont fortement tributaires des importations; c) le degré de sujétion aux importations est moins marqué en ce qui concerne les produits volumineux dont les matières premières existent presque partout et les biens produits à l'aide de techniques simples.

L'analyse de la consommation apparente révèle des différences que l'on peut expliquer dans une grande mesure par des différences de revenu. Pour certains produits, la consommation croît plus vite que le revenu, pour d'autres elle suit le même rythme. A long terme, la consommation de matières premières et de moyens de production industriels dans les pays en développement tend, en général, à se rapprocher de celle que l'on observe dans les pays développés.

Stratégies et politiques d'industrialisation

Le rythme et le cours du développement industriel ont varié amplement d'un pays en développement à l'autre, ce qui s'explique par des différences tenant les unes aux ressources naturelles, humaines et financières et à divers facteurs comme la taille

et la situation géographique, et les autres aux objectifs, stratégies et politiques d'industrialisation. Si l'on veut progresser dans la voie qui mène à l'instauration du nouvel ordre économique international, il faudra accroître la coopération entre les pays pour ce qui est de l'élaboration des stratégies et des politiques.

Jusqu'aux environs de 1965, on considérait dans la plupart des pays en développement que le but du progrès industriel était de contribuer à augmenter les taux de croissance économique: l'industrialisation était le "moteur de la croissance". Depuis, l'attention s'est concentrée progressivement sur le rôle de l'industrialisation dans la réalisation d'objectifs concernant la distribution du revenu et l'autonomie nationale.

Aujourd'hui, les facteurs qui influent sur les stratégies et les politiques ne sont plus les mêmes qu'il y a dix ans, et l'élaboration des politiques est devenue à la fois plus complexe et plus difficile. Cela est dû en partie aux changements survenus sur la scène internationale (rupture des équilibres monétaires, récession économique dans les pays développés, problèmes d'énergie et de disponibilités alimentaires, ajustements internationaux des prix, etc.) qui ont contribué au déclin de l'ancien ordre économique international. Les objectifs du développement national sont plus complexes et plus ambitieux que ce n'était le cas dans les années 60. Dans les pays en développement d'aujourd'hui, les décisions politiques concernant le rôle des sociétés transnationales, les techniques, les investissements étrangers, les taux de change et les questions monétaires touchent beaucoup plus d'activités et de groupes d'intérêt qu'il y a dix ans. Par ailleurs, les décisions de politique internationale doivent être coordonnées avec les grands objectifs internes, comme l'autonomie et l'édification de la nation.

Les pays en développement ont suivi au cours des dernières décennies plusieurs stratégies différentes d'industrialisation. On peut cependant dégager quelques caractéristiques générales quant aux priorités. Un élément pivot est le rôle du gouvernement, c'est-à-dire la part de la centralisation et de la planification, le degré de régulation par le mécanisme des prix et par des interventions directes, et l'importance des entreprises publiques. Les aspects d'ordre commercial sont primordiaux, particulièrement pour les stratégies dans lesquelles le remplacement des importations ou l'encouragement des exportations tiennent une place importante. Au cours des dix dernières années, un nombre croissant de pays en développement ont réorienté leurs politiques commerciales pour mettre l'accent sur les exportations, et non plus sur le remplacement des importations. Un autre élément important est l'influence des investissements et des techniques étrangers sur le développement de l'esprit d'entreprise et des techniques indigènes. Les pays en développement sont devenus progressivement plus sélectifs dans les encouragements qu'ils prodiguent aux investissements et techniques étrangers, qui ne sont bienvenus que s'ils apportent des bénéfices nets au pays hôte. L'autonomie dans certains secteurs industriels peut être souhaitable. Enfin, la contribution du développement industriel à l'emploi et à d'autres objectifs de distribution reste au premier plan des préoccupations.

Le commerce des articles manufacturés et le processus d'industrialisation

Plus que toute autre activité économique, le commerce montre jusqu'à quel point les pays sont interdépendants. Grâce au commerce des matières premières et produits semi-finis, un pays peut surmonter les contraintes naturelles qu'imposent

une répartition inégale des matières premières ou d'autres ressources ou l'étroitesse du marché intérieur. Le développement industriel peut être fortement influencé par la dotation en ressources, mais l'abondance de celles-ci n'est pas en soi décisive.

L'examen des tendances à long terme du commerce des articles manufacturés indique que les relations commerciales se diversifient de plus en plus et que les pays en développement deviennent progressivement d'importants exportateurs et importateurs d'articles manufacturés. La composition des échanges entre les groupements économiques et entre les pays en développement même a changé. Dans les deux cas, le commerce de machines (section 7 de la CTCI) s'est considérablement développé. Plus récemment, le ralentissement général de la croissance dans les pays développés a eu des répercussions sur le commerce mondial. Après avoir fléchi en 1974-1975, les exportations des pays en développement vers les pays développés ont marqué une nette reprise en 1976. Pour certains produits d'exportation, les médiocres résultats obtenus par les pays en développement sont peut-être liés à l'existence de capacités excédentaires dans les pays développés et à la mise en place d'obstacles non tarifaires.

Quelques-uns des pays en développement ont fait de grands progrès dans l'exportation d'articles manufacturés vers les pays développés. Toutefois, si leurs exportations ont nettement augmenté, leurs importations en provenance des pays développés à économie de marché ont progressé à un rythme encore plus élevé. L'expansion des exportations des pays en développement (principalement textiles, articles d'habillement, articles en cuir, etc.) est allée de pair avec une progression de leurs importations en provenance des pays développés (surtout de biens d'équipement). Pour la plupart des produits, la part des pays en développement dans les ventes intérieures des pays développés reste néanmoins négligeable. Il est donc dans l'intérêt des deux groupements économiques de préserver, voire de stimuler, l'interdépendance qui caractérise le commerce des articles manufacturés depuis les années 60.

Le commerce des articles manufacturés apporte au processus d'industrialisation une contribution essentielle. L'analyse des exportations de 73 pays en développement indique que les articles manufacturés ont représenté, en moyenne, 26 % environ du montant des recettes en devises issues des exportations et d'autres transferts sans contrepartie. Cette proportion a été de 30 % pour les principaux pays en développement exportateurs. De toute évidence, les exportations d'articles manufacturés jouent un rôle important en fournissant aux pays en développement les devises dont ils ont besoin pour importer des biens d'équipement et assurer le service de la dette internationale. Etant donné l'étroitesse de leurs marchés intérieurs, seules des exportations substantielles permettent à un grand nombre de ces pays de produire en grande série et de réaliser des économies d'échelle.

Le commerce des pays en développement se compose pour l'essentiel d'exportations à forte intensité de main-d'œuvre et d'importations à forte intensité de capital. Cette caractérisation ne tient cependant pas compte des tendances ou changements récents. Une analyse des produits intermédiaires entrant dans les produits commercialisés indique que la part des produits à forte intensité de main-d'œuvre dans les exportations de ces pays vient de baisser alors que la proportion des produits exigeant des apports relativement importants de capital, de main-d'œuvre qualifiée et d'investissements accumulés dans les activités de R et D a augmenté. Selon certains signes, la composition des échanges évolue dans le sens de la fabrication, du montage et de la production coordonnés de certains articles dans

différents pays en développement ou développés qui implique la mise en place de structures organiques assez sophistiquées et complexes.

Ces tendances nouvelles sont pour l'essentiel dues aux changements de structure de la production intérieure. Une analyse des phases de transformation et de l'utilisation finale des produits fait entrevoir une certaine tendance à l'intégration plus étroite des économies des pays en développement et des pays développés. L'accès aux marchés n'est que l'un des nombreux éléments qui influent sur ce processus d'intégration. La manière dont les intérêts des producteurs appartenant aux deux groupements économiques sont liés entre eux - par les technologies, les domaines de spécialisation, les considérations relatives aux coûts, la situation du marché des produits finis et des produits intermédiaires, les politiques relatives à ces domaines - est tout aussi importante.

Consacré à l'évaluation des résultats obtenus par les pays en développement en ce qui concerne l'exportation des articles manufacturés, le chapitre V traite surtout des gammes de production dans lesquelles ces pays se sont spécialisés, de l'évolution de la demande sur les principaux marchés vers lesquels ils exportent et de leur plus ou moins grande compétitivité à l'égard des autres pays du monde. La conclusion est que les résultats ont été inégaux : certains pays en développement ont mieux réussi que d'autres. Même si les pays en développement semblent devenus plus compétitifs au cours des dernières années, ils se sont spécialisés dans l'exportation de produits ne faisant pas l'objet d'une demande soutenue. Ils pourront progresser encore, à condition de maintenir à son niveau actuel, voire d'accroître, le rythme des transformations de structure dans le secteur manufacturier.

Analysée par éléments fonctionnels (biens de consommation, fournitures industrielles, biens d'équipement), l'évolution de la composition des échanges internationaux montre que les pays en développement sont depuis peu exportateurs nets de certains biens de consommation et que quelques-uns d'entre eux se sont même lancés dans l'exportation de biens d'équipement. Aux changements des caractéristiques de la production intérieure correspondent des changements - moins importants - de la composition des importations et des exportations.

Transformation industrielle de ressources naturelles

Diverses instances internationales ont récemment réaffirmé que les pays en développement ont intérêt à entreprendre la transformation de leurs ressources naturelles, qui étaient jusqu'à présent exportées en l'état ou sous la forme de produits mi-ouvrés⁶. Même si de nombreux pays en développement éprouvent des difficultés à identifier et à créer des industries compétitives, ils aident, par leurs exportations de matières premières, à assurer l'existence des mêmes industries dans les pays développés. Conscients de cet état de choses, ils n'en sont donc que plus désireux d'exporter des produits finis à la place de produits mi-ouvrés ou de matières premières.

Plus de la moitié des exportations totales des pays en développement exigent une transformation industrielle complémentaire avant la consommation finale. Pour les pays développés à économie de marché, le chiffre correspondant est de 27 % environ.

⁶Voir notamment : Organisation des Nations Unies, Programme d'action concernant l'instauration d'un Nouvel Ordre économique international, résolution 3202 (S-VI), section I, 1(c); ONUDI, Déclaration et Plan d'action de Lima, par. 59d; CNUCED, résolution 324 (XIV) du Conseil du commerce et du développement.

Selon des statistiques récentes, la part des produits transformés dans les exportations des pays en développement tend cependant à monter. A terme, cette tendance peut modifier la nature même des liens d'interdépendance qui existent actuellement entre les entreprises des deux groupements économiques et mettre fin aux rapports fournisseurs-transformateurs qui caractérisent depuis assez longtemps de nombreuses industries utilisatrices de matières premières. D'autres conséquences possibles seraient *a/* une réduction de la part des matières premières et des produits semi-finis dans le commerce mondial; *b/* une corrélation plus étroite entre les résultats du commerce d'exportation et la croissance industrielle dans les pays en développement; *c/* l'apparition, dans les pays en développement et dans les pays développés, de nouveaux schémas de spécialisation dans des branches industrielles déterminées.

Selon les catégories de produits, les pays en développement ont remporté des succès très inégaux dans l'action menée pour accroître leur capacité de transformer les matières premières avant l'exportation. L'analyse de six stades de transformation – de la matière première au produit fini complexe – montre que les pays en développement n'accusent pas forcément un retard dans la transformation de toutes les matières premières. Cependant, par rapport aux pays développés, ils sont effectivement moins aptes à soumettre certaines d'entre elles à la gamme complète des activités de transformation industrielle.

Un ensemble disparate de facteurs économiques explique la différence entre la capacité de transformation des pays en développement et celle des pays développés. L'importance de ces facteurs varie largement selon la matière première et le processus de production. Les pays développés ont souvent accès à des sources de financement meilleur marché et bénéficient de certains avantages de coût en tant que producteurs de biens d'équipement. Par ailleurs, les frais de construction de certaines entreprises de transformation sont également moins élevés (dans une proportion pouvant atteindre 25 à 35 %) dans les pays développés. Selon certaines indications, les frais de transport de la plupart des produits finis seraient souvent supérieurs à ceux des matières premières ou des produits semi-finis, ce qui est un autre élément de nature à favoriser l'implantation des installations dans les pays développés. Enfin, les incidences des économies externes sur les coûts avantagent les pays développés pour ce qui est de l'implantation d'installations de transformation.

Néanmoins, on voit apparaître des forces agissant en sens contraire qui jouent en faveur de l'implantation de ces installations dans les pays en développement. Les frais de première installation (achats et aménagement des sites de nouvelles usines) augmentent plus vite dans les pays développés. Dans ces mêmes pays, des mesures antipollution rigoureuses grèvent les coûts bien plus que dans les pays en développement. Grâce à diverses filières autres que celles qu'offrent les sociétés transnationales, les pays en développement ont de plus en plus accès à de nouvelles sources de financement. La plupart des fabricants des pays en développement peuvent faire marcher leurs entreprises à la capacité nécessaire pour réaliser des économies d'échelle, même si la commercialisation d'un volume aussi important de produits finis pose peut-être certains problèmes. Cependant, l'augmentation rapide du prix des matières premières et de l'énergie a parfois limité l'importance relative des économies d'échelle. Les relations industrielles verticales possibles – de l'extraction du minerai jusqu'aux produits finis en passant par la fusion, l'affinage et la fabrication – sont un autre argument de poids en faveur de l'implantation des installations de transformation dans les pays en développement. Selon l'industrie en

cause, l'évolution technologique peut aussi modifier la situation radicalement en faveur des pays en développement ou des pays développés. Il a été fait état de tels changements, dans un sens comme dans l'autre.

Emploi dans le secteur manufacturier, objectifs sociaux et technologie

Au cours de la période 1960-1975, l'emploi dans le secteur manufacturier a évolué différemment dans les trois groupements économiques considérés. Il s'est accru régulièrement dans les pays en développement, mais les gains se sont répartis inégalement entre ces pays. Les taux de croissance ont été plus élevés dans les pays à économie planifiée que dans les pays développés à économie de marché. Ces derniers ont connu des fluctuations cycliques dans les années 60, puis une stagnation marquée suivie d'une diminution du volume de l'emploi dans le secteur manufacturier en 1974 et 1975.

Dans le cas des pays en développement, si la situation a beaucoup différé de l'un à l'autre, les taux de croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier ont été généralement très supérieurs aux taux d'accroissement de la population active, même urbaine. Toutefois, les parts de l'industrie et de l'agriculture ont eu tendance à diminuer dans certains de ces pays, ce qui a contribué à l'apparition d'un phénomène appelé "pseudo-développement", à savoir la constitution d'un secteur des services important à un bas niveau de développement économique. Ni le niveau de revenu par habitant, ni la vocation exportatrice de l'économie n'explique, semble-t-il, les taux de croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays développés à économie de marché ou dans les pays à économie planifiée, la productivité du travail a augmenté nettement moins que l'emploi dans les pays en développement. Aucune contrainte ne restreignant l'offre de main-d'œuvre, ces pays ont pu accroître rapidement leur production manufacturière malgré la faible augmentation de la productivité. Dans ces conditions, l'accroissement des capacités de production a pris le pas sur leur rationalisation.

Au cours de la période considérée, la structure de la production manufacturière mondiale s'est modifiée au profit de l'industrie lourde. La productivité du travail, qui a été généralement plus élevée dans ce secteur et qui a eu tendance à s'accroître plus rapidement que dans l'industrie légère, a agi comme un frein sur le taux de croissance de l'emploi. Cependant, comme l'industrie lourde est très concentrée dans les pays en développement, les effets de cette évolution des structures sur l'emploi dans le secteur manufacturier ne se sont fait sentir que dans quelques pays.

Ces dernières années, on s'est de plus en plus préoccupé de la répartition des avantages du développement, qui n'ont pas profité à toutes les couches de la société. Les rares statistiques dont on dispose sur la répartition du revenu dans les pays en développement montrent que les 40 % et surtout les 20 % de la population qui ont les revenus les plus bas ont vu ceux-ci diminuer en valeur absolue dans beaucoup de ces pays, même dans ceux où le revenu par habitant a augmenté rapidement. Des études approfondies donnent à penser que l'industrialisation peut aider à atténuer l'inégalité grâce à la création d'emplois et à la production de biens bon marché, qui permettent à de larges couches de la société de satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation, d'habillement, de logement, de santé et d'éducation.

Le choix des gammes de production et des techniques joue un grand rôle dans l'orientation sociale de l'industrialisation. Pour la recherche et la sélection de

techniques appropriées, il convient de tenir compte, non seulement des considérations liées à l'efficacité économique et à l'accroissement du revenu, mais aussi des objectifs sociaux.

Quand on recherche des techniques appropriées, il ne faut pas exclure systématiquement les techniques de pointe (à forte intensité de capital); en effet, dans certaines branches de l'industrie lourde, ces techniques peuvent convenir à de nombreux pays en développement. Il faut également tenir compte des effets indirects d'une technologie donnée. Ainsi, le recours à des facteurs importés peut avoir des effets très néfastes sur l'emploi. On pensait encore tout récemment que les options technologiques offertes aux pays en développement étaient limitées, mais des données nouvelles prouvent le contraire. Ainsi, une publication récente de l'ONUDI⁷ cite plus de 100 techniques industrielles mises au point par des instituts de recherche de pays en développement; ces techniques permettent de substituer les facteurs de production (capital, travail et matières premières) les uns aux autres et leur emploi n'est pas limité à un groupement géographique ou économique donné, ni à une branche d'industrie déterminée.

Industrialisation et développement rural

Le développement économique et l'industrialisation ont accentué le dualisme caractéristique de la plupart des pays en développement, c'est-à-dire que le secteur urbain moderne qui profite à une petite fraction de la population s'est développé, alors que le secteur rural traditionnel végétait. Ces dernières années, on s'est de plus en plus préoccupé du développement rural comme moyen de rationaliser la croissance, en particulier dans les pays surpeuplés qui ont un important secteur rural.

L'expérience montre que les objectifs d'une industrialisation rapide et d'une atténuation de la pauvreté grâce au développement des campagnes peuvent être complémentaires. Il est possible d'accroître l'emploi et les revenus dans les zones rurales en encourageant les petites entreprises qui utilisent les ressources locales et en produisant les biens de consommation et de production qui correspondent aux ressources et aux besoins de ces régions. La part des petites entreprises dans la VAM globale est en gros d'un quart dans les pays en développement et d'un cinquième dans les pays développés. Ces entreprises fournissent plus de la moitié du total des emplois industriels dans les pays en développement et un quart de ce total dans les pays développés. Si leur importance diminue à mesure que le niveau de développement s'élève, elles continuent néanmoins à jouer un rôle non négligeable dans certaines catégories d'industries, à savoir les produits alimentaires et les boissons, l'habillement, les ouvrages en bois, les ouvrages en métaux et les produits minéraux non métalliques.

Dans toute stratégie d'industrialisation, il faut tenir compte du fait que la grande et la petite industrie se font concurrence tout en se complétant. D'une part, l'utilisation efficace du capital, les économies d'échelle et les techniques modernes peuvent permettre une accumulation rapide de capital et, d'autre part, dans le cas des produits pour lesquels les économies d'échelle ont relativement peu d'importance et

⁷ *Technologies from developing countries*, Série "Mise au point et transfert des techniques", n° 7 (ID/208).

si la demande, la situation du marché et le degré d'homogénéité des produits le permettent, la petite entreprise peut être efficace dans certaines catégories d'industries utilisant des ressources locales.

Les politiques et les programmes d'industrialisation rurale ne doivent pas simplement s'insérer ou s'intégrer verticalement dans les politiques et les programmes nationaux d'industrialisation; ils doivent être intégrés horizontalement, de manière effective, aux politiques et aux programmes de développement rural. Il importe d'industrialiser les campagnes en se fondant sur l'agriculture et sur les ressources naturelles disponibles localement ainsi que de provoquer des effets d'entraînement tant en aval qu'en amont grâce à des industries produisant et transformant des biens intermédiaires. L'établissement de liens spatiaux entre les villages et les bourgs et entre ceux-ci et les villes, qui crée un continuum campagne-ville, présente divers autres avantages. Enfin, il importerait de développer les institutions ainsi que l'esprit d'initiative et d'entreprise dans les campagnes pour accélérer leur industrialisation.

Financement du développement industriel

On ne se rend pas toujours bien compte à quel point les activités de financement internationales ont évolué ces dernières années. Le fait que les pays en développement ont intensifié fortement leurs opérations sur les marchés de capitaux à long comme à court terme est un indice évident du renforcement de l'interdépendance. Le déficit commercial croissant de ces pays a été financé en grande partie par les autres pays et la contribution à la demande mondiale qui en a résulté est assez considérable. Dans le même temps, les capitaux nécessaires à l'industrie ont été fournis essentiellement par l'épargne intérieure, de sorte que le processus d'ajustement structurel de la production manufacturière et du commerce est fortement tributaire de cette source de capitaux.

Le montant total des capitaux à la disposition des pays en développement dépend étroitement du niveau de leur revenu. Depuis 1960, ceux qui ont un niveau de revenu moyen ou élevé ont en général réussi à accroître la fraction de ce revenu qu'ils consacrent aux investissements et à la formation de capital fixe. Plusieurs des grands pays à revenu moyen ont recouru à des emprunts à court terme pour continuer à accroître la formation de capital. Dans les pays en développement les plus riches, jusqu'à 86 % de l'investissement brut est financé par l'épargne intérieure. Par contre, les pays à faible revenu n'ont pas été en mesure de continuer à accroître l'effort d'investissement. Dans les pays en développement les plus pauvres, les investissements sont donc essentiellement financés par des capitaux étrangers.

Les apports de capitaux étrangers, qu'ils aient été fournis à des conditions libérales ou aux conditions du marché, ont plus que quadruplé entre 1970 et 1977. Le fait le plus marquant a été le recul de la part de l'aide publique au développement (APD) dans l'apport étranger total. L'accroissement des apports financiers provenant de pays n'appartenant pas au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), associé à l'augmentation rapide des emprunts en euromonnaie, est en partie à l'origine de ce glissement.

Seule une fraction des capitaux étrangers en question a été affectée au secteur manufacturier dans les pays en développement. Ces dernières années, ce secteur a bénéficié d'environ 5,3 % de l'aide publique au développement. Cette proportion est nettement supérieure pour les investissements privés directs - plus d'un tiers.

Toutefois, les apports de capitaux étrangers aux pays en développement sont onéreux. Le coût du courant inverse (remboursement de l'en-cours de la dette et service de celle-ci) occasionné aux pays en développement par les investissements étrangers n'a cessé d'augmenter. Des calculs portant à la fois sur la dette publique et sur la dette privée non garantie montrent que le taux d'intérêt moyen a été de 6,2 % en 1977, contre 4,5 % en 1974. Si l'on tient compte de facteurs tels que l'amortissement, le service de la dette et le montant estimatif des bénéfices (mais non des bénéfices réinvestis ni des redevances), les apports de capitaux étrangers sont à peine supérieurs au courant inverse total.

L'épargne intérieure peut remplacer les capitaux étrangers. Elle est désespérément faible dans les pays en développement à bas niveau de revenu par habitant. Au niveau intermédiaire de revenu, l'épargne nationale brute représente environ 16 % du PNB, tandis que dans les pays en développement les plus riches la proportion atteint 36 %. L'épargne des ménages et des entrepreneurs individuels revêt une importance capitale aux premiers stades du développement, alors que l'épargne des sociétés et l'épargne publique jouent un rôle plus grand dans les pays en développement relativement avancés. En moyenne, l'épargne des sociétés représente approximativement la moitié de l'épargne intérieure et l'épargne publique 20 %, le reste étant constitué par l'épargne des ménages.

Le secteur public et le développement industriel

On peut juger de l'importance du secteur public dans plusieurs pays en développement par sa contribution à la VAM, à l'emploi et au PIB et par le rôle d'entrepreneur et de catalyseur qu'il joue dans le développement de certaines industries prioritaires. L'Etat participe à toute une série d'activités industrielles qui portent sur la production de biens de consommation essentiels comme sur l'industrie lourde. La constitution d'un secteur industriel public dans ces pays tient à des raisons bien précises qui vont de la nécessité de produire des biens de production et de satisfaire des besoins fondamentaux d'ordre social et économique à la volonté de développer des industries clefs dans lesquelles le secteur privé ne peut pas ou ne veut pas intervenir.

On admet désormais largement que l'intervention et la participation de l'Etat constituent des instruments nécessaires de toute politique de développement dans les pays développés comme dans les pays en développement. Dans ces derniers, l'Etat assume les responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution des plans de développement dans des conditions qui diffèrent souvent beaucoup de celles que connaissent, au premier stade de leur industrialisation, les pays maintenant développés.

Ces dernières années, l'intervention de l'Etat dans ces pays a procédé surtout du désir de contrôler l'utilisation des ressources naturelles nationales, d'atténuer les tendances inflationnistes dans les secteurs industriels clefs, de réglementer

l'acquisition et l'adaptation des techniques ainsi que de promouvoir le développement rural.

Le secteur public joue un rôle de plus en plus important dans l'industrialisation, mais c'est parfois avec un certain retard que l'on s'est efforcé d'élaborer des stratégies concrètes de développement de ce secteur, ainsi que de coordonner et de contrôler les activités des entreprises qui le composent. D'une façon générale, pour que le secteur industriel public puisse devenir un instrument efficace d'expansion économique dans les pays en développement, il faut d'abord *a)* élaborer des stratégies à long terme et mettre en place les mécanismes voulus pour coordonner les activités de ce secteur, *b)* adopter un système multidimensionnel d'appréciation des résultats qui tienne compte des facteurs économiques et non économiques, et *c)* recruter et former du personnel très qualifié pour ce secteur.